

qu'à moins de conversion rapide, certains camarades de sa rédaction ne pourront pas accepter le point de vue de Rosmer qui tranche de l'autonomie syndicale comme d'une « formule usée ».

C'est donc bien sur un programme — un programme minimum si l'on veut — qu'il faut tenter de grouper l'Opposition. Et à ce programme ne suffisent pas les trois points de Trotsky : Comité

Refus de répondre

Nous avons adressé une Lettre ouverte à « La Vérité » pour lui donner l'occasion d'aplanir le malentendu — s'il s'agissait d'un malentendu — et de donner enfin les garanties indispensables sur sa politique et ses méthodes. Garanties indispensables devant l'œuvre commune de camarades formant un amalgame politique bien composite.

Pour toute réponse, « La Vérité » a publié dans son numéro 4 le texte suivant :

En examinant la question du regroupement des forces d'opposition, nous avons été amenés à parler du conservatisme des groupes existants. On a assisté ces jours derniers à la première manifestation publique de ce conservatisme, la plus typique. Contre le Courant nous a signifié que l'opposition, c'était lui, que nous, nous étions des intrus, qui nous engageons sans autorisation dans un domaine à lui réservé. Nous avons défini, déjà, dans notre déclaration, très précisément notre but. Nous avons dit que « nous voulons assurer la possibilité du travail collectif sur une base plus large que cela n'a été fait jusqu'ici. Nous comptons fermement sur l'appui des vrais révolutionnaires prolétariens, à quelque groupement qu'ils aient appartenu hier ou qu'ils appartiennent aujourd'hui. » Les camarades de la rédaction de Contre le Courant, qui ont été les premiers informés, savent cela fort bien. Ils n'ont pas voulu nous entendre. Tant pis. Fort heureusement, il en est qui nous ont entendu et compris ; ils sont venus tout de suite travailler avec nous, et nous accueillerons toujours bien volontiers tous ceux qui voudront les rejoindre.

Nous n'entendons pas polémiquer avec les camarades de La Vérité. Il leur plaît de refuser de répondre et de jouer les Sphinx. Nous n'en sommes pas autrement étonnés : déjà, en juin 1928, lorsqu'on convia Rosmer à une tentative d'unification, il garda un silence prudent...

Rappelons simplement, après avoir reproduit le texte de La Vérité, les questions précises que nous avons posé :

1° Sur quelle base politique s'appuie la Vérité ? Car elle ne saurait se contenter des généralités de la « Déclaration ».

2° La Vérité sera-t-elle le journal de l'orthodoxie trotskyste ou entend-elle, dans l'avenir, être le point de ralliement de l'Opposition toute entière ? Quelle est son attitude vis-à-vis des oppositionnels qui luttent en France depuis cinq ans ?

3° Si la Vérité entend être le point de ralliement de l'Opposition, est-elle décidée à appliquer le principe de la démocratie ouvrière au sein de l'Opposition, à discuter, à laisser les points de vue se faire jour ?

Ces questions restent posées, il ne sera pas possible d'éluider indéfiniment la réponse. La Vérité ne s'en tirera pas non plus en trompant ses lecteurs, car c'est tromper les camarades que de traduire nos trois questions par : « Contre le Courant nous a signifié

anglo-russe, question russe, question chinoise. Nous continuons à être partisans de l'unification oppositionnelle, mais nous préconisons une union des forces où, en pleine clarté, les questions intéressant le mouvement ouvrier seront étudiées et, si possible, solutionnées.

RENÉ DIONNET

que l'Opposition c'était lui, que nous, nous étions des intrus, qui nous engageons sans autorisation dans un domaine à lui réservé »...

Notre « Déclaration », dites-vous, était très précise. Alors, comment expliquez-vous le désarroi, la déception causée par les articles de Rosmer et Gourget contre l'autonomie syndicale ? N'y aurait-il que cela la démonstration serait faite qu'il fallait mettre les points sur les i avant de partir. On aimerait, entre autres questions, connaître la position de La Vérité sur l'Unité syndicale...

Quant à la façon dont La Vérité entend appliquer la démocratie ouvrière, on s'en est aperçu quand est née la controverse sur le conflit sino-russe — où l'on releva comme un scandale la publication d'articles non orthodoxes — et on a été tout à fait fixé en apprenant, à l'occasion de la Déclaration de Rakovsky, que seuls des « pédants » et des « bornés » peuvent être d'un autre avis que la rédaction de La Vérité. Il ne faut plus s'étonner, avec de tels encouragements, du grand succès que rencontre la « Tribune Libre » !

Il paraît cependant que La Vérité a une plateforme puisqu'elle combat certaines tendances et jette des exclusives. Mais seuls les initiés sont dans le secret de cette plateforme occulte. Pourquoi ne pas l'énoncer tout haut, au lieu de procéder par allusions et réticences ? Cela vaudrait mieux que d'inviter les camarades à venir travailler en leur refusant toute explication. Alors, quoi, la confiance dans la nuit ?

Qu'on le veuille ou non, il faudra bien répondre : les trois questions restent posées.

POUR MIASNIKOV

Nous résumons bien volontiers l'appel du Comité qui s'est formé en faveur de Miasnikov :

Gabriel Ilitch Miasnikov appartient au plus ancien noyau du Parti bolchevik russe ; il a fait de longues années de prison sous le tsarisme. Il a pris une part extrêmement active dans la Révolution d'Octobre. Dès que la Révolution commença à se bureaucratiser, il fut parmi les premiers bolcheviks qui combattirent pour la démocratie ouvrière. Dans les années suivantes, avec la Nep, les divergences d'opinion s'agissant, il fut envoyé en Allemagne où il publia en allemand le « Manifeste du Groupe ouvrier dans le Parti communiste russe », ce qui lui valut d'être renvoyé en Russie et emprisonné sans jugement.

En 1927, il fut successivement transféré des prisons de Moscou, à Tomsk, puis à Viatka, où en protestation des traitements inhumains qui lui furent infligés, il dut faire la grève de la faim.

En avril 1928, libéré de la prison de Viatka, il fut, avec sa famille déporté en Arménie soviétique, à Erivan, et placé sous une sévère surveillance policière. Cependant au prix de mille difficultés et dans les conditions les plus dangereuses, il réussit à s'évader et à passer la frontière persane.

(Suite page 24.)

DANS LA CAROLINE DU NORD

De Gastonia à Marion

A la reprise du procès des leaders de la grève du textile (1^{er} octobre), la classe ouvrière marque un point. Impressionnée par la résistance des travailleurs et la solidarité effective de la classe ouvrière américaine, se rendant compte de la complète inconsistance de l'accusation, effrayée de voir s'étaler au grand jour les conditions effroyables de vie qu'elle impose à ses esclaves, la clique des filateurs et des autorités a tenu conseil. A la veille du procès, le Gouverneur de l'Etat de la Caroline du Sud, Gardner, et les grands barons du textile se sont réunis en conférence et ont décidé d'abandonner les poursuites contre neuf inculpés et de concentrer leurs efforts sur les sept autres (considérés comme les plus dangereux) afin de les condamner si possible au bagne à perpétuité et de les éliminer à jamais du mouvement ouvrier. Quatre d'entre eux sont des militants venus du Nord dans la région textile du Sud pour aider les travailleurs à s'organiser. Les trois autres sont des militants du Sud, leaders de la grève qui se déclencha en Avril à Gastonia. C'est là une retraite stratégique, mais une retraite opérée en bon ordre, en vue d'atteindre plus sûrement les agitateurs menaçants que sont Fred Beal, Louis Mac Laughlin, Mac Ginnis, Carter, Harrison, Hendricks et Clarence Miller. Ils sont, cette fois, accusés de meurtre au second degré, ce qui n'entraîne plus la peine capitale, mais peut leur valoir de 15 à 20 ans de prison.

Tandis que le procès se déroule à nouveau, accompagné de toutes les machinations et de tous les truquages qui vont de pair avec de telles cérémonies, une terreur sauvage s'étend sur la région. Une militante, Ella May Wiggins, mère de cinq enfants en bas âge, a été tuée à bout portant par une troupe de bandits à la solde des grands patrons, alors qu'elle se rendait paisiblement à un meeting où elle devait prendre part.

Une bande qui s'intitule « les Cent noirs », dirigée par les avocats de l'accusation et le maire de Gastonia en personne, s'acharne après tous les militants syndicaux repérés par le patronat ; voici comment elle travaille : en pleine nuit, on fait irruption dans le logement de la victime désignée, on l'arrache de son lit, et à demi vêtue, on le jette dans l'une des dix ou douze automobiles remplies d'hommes armés qui stationnent à la porte. Le lugubre cortège se met en branle et s'arrête à quelque

cinquante kilomètres de là ; une forêt propice et déserte recueille les agresseurs. Ceux-ci se concertent : « Faut-il le pendre ? » — Il n'y a pas de corde — ou bien cette suggestion ne satisfait pas la totalité de la bande, car chacun veut porter son coup à ce « sacré bâtard de communiste ». C'est alors un assaut sauvage. Piétiné, assommé, perdant son sang en abondance, le corps qui n'est plus qu'une plaie, demeure inanimé sur le terrain.

De semblables lynchages se sont produits à l'égard des militants Ben Wells, Saylor, Lell, Fortner, Tessner et Oehler. C'est d'ailleurs par miracle que ce dernier, réussissant à se sauver, échappa à la pendaison.

Ce ne sont pas seulement les leaders dont la vie tient à un cheveu, c'est toute la masse travailleuse de la région qui est terrorisée. Elle vit dans une atmosphère de pogrom, les moindres gestes des ouvriers sont espionnés, leurs réunions sont perquisitionnées, leurs lieux de réunions dynamités : il faut à tout prix ôter — et pour longtemps — aux prolétaires le goût de se défendre et de s'organiser.

La campagne en faveur de nos camarades de Gastonia doit donc redoubler d'intensité. Exploités et exploités sont face à face, dans un conflit qui est certainement l'un des plus importants du mouvement ouvrier américain depuis la guerre. Déjà, les capitalistes commencent à sentir que, dans le camp des exploités, la solidarité de classe n'est pas un vain mot. Le recul qu'ils viennent d'accomplir en est la preuve. Ce n'est pas le moment d'hésiter : c'est le moment de frapper plus fort.

Magd. P.

Au moment de mettre sous presse une dépêche d'agence nous apprend que **les sept inculpés sont condamnés à des peines variant de sept à vingt ans d'emprisonnement.** D'autre part, les nouvelles suivantes, nous parviennent d'Amérique :

Après le meurtre d'Ella May Wiggins et la tentative de lynchage des principaux organisateurs du Syndicat National des Travailleurs du Textile, voici le massacre, accompli de sang-froid à Marion (Caroline du Nord), où cinq ouvriers du textile ont trouvé la mort, et où plus de 20 autres ont été grièvement blessés par la fusillade du Sheriff Adkins et de ses acolytes au service des grands filateurs.